

Le Codérail a fait le 24 mars son assemblée générale des 30 ans

Une quarantaine de personnes étaient présente à cette AG, avec au menu une actualité brûlante : Rapport « Spinetta » et réactions musclées des cheminots à l'annonce des désirs de ce gouvernement « ni de droite ni de gauche », mais libéral à souhait. Preuve en est le peu de plaintes de Pierre Gattaz, patron du MEDEF, qui par ailleurs présente cette énième réforme de la SNCF comme une nécessité allant de soi.

La députée, non masochiste, s'était fait excuser, elle ne voulait certainement pas recevoir les volées de bois vert qu'ont émises une majorité des participants au gouvernement qu'elle soutient.

Des maires aux élus départementaux en passant par des conseillers municipaux et des représentants syndicaux présents, tout en félicitant le Codérail pour son action et son expertise, tous ont pourfendu l'orientation actuelle vers l'abandon des lignes de proximité. L'État refile la patate chaude de l'entretien aux Régions. Si celles-ci veulent des « petites lignes », elles les prendront en charge ; avec quels moyens ? Question sans réponse...

L'autre association voulant défendre le train, "Montluçon-De l'Ombre à la Lumière", s'est dite complémentaire en se recentrant sur l'économie du bassin montluçonnais, économie qui ne pourra pas prospérer avec du ferroviaire à l'abandon.

Les élus locaux commencent à prendre conscience de la gravité du problème, et promettent de prendre le sujet ferroviaire à bras le corps, (une élue d'Orval où une usine de construction de wagons existe a témoigné de l'inquiétude de sa ville) et le nouveau maire de Montluçon a plaidé pour la manifestation du 28 avril tout en promettant de l'aide au Codérail (ira-t-il jusqu'à nous verser une subvention attendue depuis 2001?), manifestation qu'il a initiée dans un but apolitique (sic) où il souhaite la présence de tous pour défendre le rail. Le Codérail n'est pas dupe. Il participera à la manifestation sous ses propres couleurs avec ses propres slogans, car il n'est pas question de se dérober aux occasions de défendre nos trains.

Cette AG a été l'occasion de ré-expliquer les orientations gouvernementales en matière ferroviaire ; un élu socialiste a dit que les gouvernements qu'il a soutenus n'étaient pas exempts de critiques sur cette situation (ceux qu'il n'a pas soutenus non plus NDLR)

La dette de la SNCF, voulue par TOUS les gouvernements depuis 4 décennies, et qui génère 1,5 milliards d'€ de frais bancaires annuels (jolie rente) ne pourra pas se résoudre par l'abandon du statut des cheminots, nouveaux ânes de la fable « les animaux malades de la peste ».

Mieux, selon le magazine CAPITAL, cela coûterait plus cher à la SNCF que cela ne rapporterait.

<https://www.capital.fr/entreprises-marches/la-suppression-du-statut-des-cheminots-pourrait-couter-plus-cher-a-la-sncf-1277703>

La suppression de l'écotaxe, l'abandon des territoires ruraux, la non réalisation des travaux nécessaires à l'accueil des handicapés à la gare de Montluçon, le report des études de la LGV-POCL, les difficultés à faire revivre les lignes « suspendues » (vers Volvic et Ussel) à cause du goudronnage des passages à niveau, les fermetures de guichets de gares et de

certaines gares elles-mêmes, le manque de personnel, la complexité et l'augmentation de la tarification des billets ont été des sujets récurrents développés hélas, d'AG en AG. Le Codérail a profité de cette AG des 30 ans pour rendre hommage au président fondateur, Régis ANDRÉ, qui fait toujours partie du bureau de l'association, ainsi qu'à deux autres membres fondateurs. Une modeste exposition (nos moyens sont limités) sera organisée un peu plus tard dans l'année pour évoquer les divers combats de l'association pour que vive le rail.

Claude Lemoine, membre du bureau, le 25/3/2018.